

Crise à EDF

Ce n'est pas aux salariés de payer pour l'échec
des politiques de dérèglementation

On apprend par la presse que le Président de la République présidera une réunion de travail sur le financement d'EDF le 20 avril, en vue du Conseil d'Administration du 22 avril 2016.

Sur fond de dossier Hinkley Point, le Figaro a déjà largement dévoilé la logique de l'État : faire payer lourdement les salariés et limiter l'engagement de celui-ci à prendre ses dividendes en actions - et non en cash - en prenant un engagement au nom du gouvernement qui prendra le relais après 2017. **Magnifique entourloupe en perspectives !**

Le Gouvernement persiste et signe, dans ces attaques du monde du travail. FO le réaffirme : le projet Hinkley Point sur les bases actuelles est néfaste, voire fatal pour l'entreprise et la filière nucléaire française.

Il est évident que l'impasse dans laquelle se trouve EDF est le résultat d'un État actionnaire prédateur, mais aussi de l'incurie de ses décisions que ce soit l'absurde ouverture des marchés qui a fait la part belle à nos concurrents, mais aussi la loi de transition énergétique.

Pourtant, ce ne sont pas les agents qui sont la cause de cette situation. Il est évidemment plus facile pour le ministre Macron de cliver, de mettre en accusation les agents et en espérant monter des salariés les uns contre les autres que de répondre aux questions stratégiques et industrielles que nous posons depuis quelque temps.

Ce n'est pas à la hauteur des enjeux que de déclamer que, sous couvert d'efforts partagés et d'attaques sur les garanties sociales des agents, EDF s'en portera mieux.

C'est plus une méconnaissance, voire une certaine suffisance, vis-à-vis du personnel, de ses missions, ses activités et son engagement.

Nous pouvons reprendre son expression : « En toute franchise. Ce n'est plus durable ».

Qui est dans le dogmatisme ? En continuant d'affirmer que Hinkley Point ne peut, ne doit être différé au mépris d'une analyse objective de la situation ?

Pour FO, nous demandons un retour d'expérience sur les projets en cours de réacteurs de ce type. Simple question de bon sens. Quant aux aspects financiers, le Directeur financier du groupe s'est invité spectaculairement dans le débat en donnant sa démission le 7 mars dernier.

Le secteur de l'Énergie, les citoyens, les salariés et les agents méritent mieux que des contraintes sur le monde salarial qui au bout du bout ne régleront rien.